

(N° 162.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1925.

Projet de loi

**portant approbation de l'Arrangement international pour la création à Paris,
d'un office international des épizooties.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Du 25 au 28 mai 1924, s'est tenue à Paris, à l'invitation du Gouvernement français, une conférence internationale pour l'étude des épizooties où les délégués de 43 nations, parmi lesquelles la Belgique, recommandèrent la création d'un Office International des épizooties.

A la demande des États représentés, le Gouvernement français prépara un projet d'arrangement international sur les bases adoptées par la Conférence. Le projet fut communiqué aux États intéressés et, sous la date du 25 janvier 1924, il fut signé par leurs représentants diplomatiques, à Paris.

Aux termes de l'arrangement, le siège de l'Office est établi à Paris. Il sera entretenu aux frais des parties contractantes.

L'Office fonctionnera sous l'autorité et le contrôle d'un comité formé de délégués des gouvernements signataires. La composition et les attributions de ce comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs de l'Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés à l'arrangement et en font partie intégrante.

L'Office a pour objet principal :

a) De provoquer et de coordonner toutes recherches ou expériences intéressant la pathologie ou la prophylaxie des maladies infectieuses du bétail pour lesquelles il y a lieu de faire appel à la collaboration internationale;

b) De recueillir et de porter à la connaissance des Gouvernements et de leurs services sanitaires des faits et documents d'un intérêt général concernant la marche des maladies épizootiques et les moyens employés pour les combattre;

c) D'étudier les projets d'accords internationaux relatifs à la police sanitaire

des animaux et de mettre à la disposition des Gouvernements signataires de ces accords les moyens d'en contrôler l'exécution.

Au moment où la Belgique fait des efforts considérables pour la reconstitution et l'amélioration de son cheptel, le nouvel organisme sera d'une incontestable utilité; il nous protégera contre l'invasion des maladies contagieuses par nos frontières tout en nous aidant à combattre les épizooties régnant dans notre pays.

Nous nous plaisons à croire, Messieurs, que vous voudrez bien mettre à l'ordre du jour de vos prochaines délibérations le projet de loi ci-joint portant approbation de l'arrangement dont il s'agit.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Baron RUZETTE.

Arrangement international pour la création à Paris d'un Office inter- national des Epizooties.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE DE LA BELGIQUE, DU BRÉSIL, DE LA BULGARIE, DU DANEMARK, DE L'ÉGYPTE, DE L'ESPAGNE, DE LA FINLANDE, DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE, DE LA GRÈCE, DU GUATÉMALA, DE LA HONGRIE, DE L'ITALIE, DU LUXEMBOURG, DU MAROC, DU MEXIQUE, DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO, DES PAYS-BAS, DU PÉROU, DE LA POLOGNE, DU PORTUGAL, DE LA ROUMANIE, DU SIAM, DE LA SUÈDE, DE LA SUISSE, DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET DE LA TUNISIE, ayant jugé utile d'organiser l'Office international des Épizooties, visé dans le vœu émis par la Conférence internationale pour l'étude des Épizooties, le 27 mai 1921, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Office international des Épizooties dont le siège est à Paris.

ARTICLE 2.

L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité formé de délégués des Gouvernements contractants. La composition et les attributions de ce Comité, ainsi que l'organisation et les pouvoirs dudit Office, sont déterminés par les statuts organiques qui sont annexés au présent arrangement et qui sont considérés comme en faisant partie intégrante.

ARTICLE 3.

Les frais d'installation, ainsi que les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office sont couverts par les contributions des États contractants établies dans les conditions prévues par les statuts organiques visés à l'article 2.

ARTICLE 4.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des États contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères de la République française, à la Caisse des dépôts et consignations, à Paris, d'où elles seront retirées, au fur et à mesure des besoins, sur mandats du directeur de l'Office.

ARTICLE 5.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter, d'un commun accord, au présent arrangement les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

ARTICLE 6.

Les Gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement français, et par celui-ci aux autres Gouvernements contractants ; elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office, dans les conditions visées à l'article 3.

ART. 7.

Le présent arrangement sera ratifié dans les conditions suivantes :

Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français, par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente convention entrera en vigueur, pour chaque pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

ART. 8.

Le présent arrangement est conclu pour une période de sept années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de sept ans entre les États qui n'auront pas notifié, une année avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets en ce qui les concerne.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté le présent arrangement en un seul exemplaire, qu'ils ont revêtu de leurs cachets ; cet exemplaire restera déposé dans les archives du Gouvernement français et des copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Parties contractantes,

Ledit exemplaire pourra être signé jusqu'au 30 avril 1924 inclusivement.

Fait à Paris, le 25 janvier 1924.

Pour la République Argentine : *Signé* : LUIS BEMBERG.

» la Belgique :	» E. DE GAIFFIER.
» le Brésil :	» L. M. DE SOUZA-DANTAS.
» la Bulgarie :	» B. MORFOFF.
» le Danemark :	» H. A. BERNHOFT.
» l'Égypte :	» M. FAKHRV.
» l'Espagne :	» J. QUINONES DE LEON.
» la Finlande :	» G. ENCKELL.
» la France :	» R. POINCARÉ et Henry CHÉRON.
» la Grande-Bretagne :	» CREWE.

Pour la Grèce ;	<i>signé</i> : A. ROMANOS.
» le Guatemala :	» ADRIAN REGINOS.
» la Hongrie :	» HEVESY.
» l'Italie :	» ROMANO AVEZZANA.
» le Luxembourg :	» E. LECLERE.
» le Maroc :	» BEAUMARCHAIS.
» le Mexique :	» Raf. CABRERA.
» Monaco :	» BALNY D'AVRICOURT.
» les Pays-Bas :	» J. LOUDON (pour le royaume en Europe).
» le Pérou :	» M. H. CORNEJO.
» la Pologne :	» Alfred CHLAPOWSKI.
» le Portugal :	» ANTONIO DE FONSECA.
» la Roumanie :	» VICTOR ANTONESCO.
» le Siam :	» CHAROON.
» la Suède :	» ALBERT EHRENSVARD.
» la Suisse :	» DUNANT.
» la Tchécoslovaquie :	» STEFAN OSUSKI.
» la Tunisie :	» BEAUMARCHAIS.

ANNEXE.

Statuts organiques de l'Office international des Épizooties.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué à Paris un Office international des Épizooties relevant des États qui acceptent de prendre part à son fonctionnement.

ARTICLE 2.

L'Office ne peut s'immiscer en aucune façon dans l'Administration des différents États.

Il est indépendant des autorités du pays dans lequel il est placé.

Il correspond directement avec les autorités supérieures ou services chargés, dans les divers pays, de la police sanitaire des animaux.

ARTICLE 3.

Le Gouvernement de la République française prendra, sur la demande du Comité international visé à l'article 6, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique.

ARTICLE 4.

L'Office a pour objet principal :

a) de provoquer et de coordonner toutes recherches ou expériences intéressant

la pathologie ou la prophylaxie des maladies infectieuses du bétail, pour lesquelles il y a lieu de faire appel à la collaboration internationale ;

b) de recueillir et de porter à la connaissance des Gouvernements et de leurs services sanitaires les faits et documents d'un intérêt général concernant la marche des maladies épizootiques et les moyens pour les combattre;

c) d'étudier les projets d'accords internationaux relatifs à la police sanitaire des animaux et de mettre à la disposition des Gouvernements signataires de ces accords les moyens d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 5.

Les Gouvernements adressent à l'Office :

1° Par la voie télégraphique, notification des premiers cas de peste bovine ou de fièvre aphteuse constatés dans un pays ou dans une région jusque-là indemnes ;

2° A intervalles réguliers, des bulletins établis suivant un modèle adopté par le Comité, donnant les renseignements sur la présence et l'extension des maladies comprises dans la liste suivante :

Peste bovine	Rage
Fièvre aphteuse	Morve
Péripneumonie contagieuse	Dourine
Fièvre charbonneuse	Peste du porc
Clavelée.	

La liste des maladies auxquelles s'appliquent l'une ou l'autre des dispositions qui précèdent peut être révisée par le Comité, sous réserve de l'approbation des Gouvernements.

Les Gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent pour combattre les épizooties, notamment de celles qu'ils instituent aux frontières pour protéger leur territoire contre les provenances des pays contaminés. Autant que possible ils répondent aux demandes de renseignements qui leur sont adressées par l'Office.

ARTICLE 6.

L'Office est placé sous l'autorité et le contrôle d'un Comité international qui est composé de représentants techniques, désignés par les États participants, à raison d'un représentant pour chaque État.

ARTICLE 7.

Le Comité de l'Office se réunit périodiquement au moins une fois par an ; la durée de ses sessions n'est pas limitée.

Les membres du Comité élisent, par scrutin secret, un président dont le mandat a une durée de trois ans.

ARTICLE 8.

Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué comprenant :

Un directeur ;

Des fonctionnaires techniques ;

Les agents nécessaires à la marche de l'Office.

Le directeur est nommé par le Comité.

Le directeur assiste aux séances du Comité avec voix consultative.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au directeur, qui en rend compte au Comité.

ARTICLE 9.

Les renseignements recueillis par l'Office sont portés à la connaissance des États participants par la voie d'un bulletin ou par des communications spéciales qui leur sont adressées soit d'office, soit sur leur demande.

Les notifications relatives aux premiers cas de peste bovine ou de fièvre aphteuse sont transmises télégraphiquement, aussitôt reçues, aux Gouvernements et aux services sanitaires.

L'Office expose, en outre, périodiquement, les résultats de son activité dans des rapports officiels qui sont communiqués aux Gouvernements participants.

ARTICLE 10.

Le *Bulletin*, qui paraît au moins une fois par mois, comprend notamment :

1° Les lois et règlements généraux ou locaux promulgués dans les différents pays concernant les maladies transmissibles du bétail ;

2° Les renseignements concernant la marche des maladies infectieuses des animaux ;

3° Les statistiques intéressant l'état sanitaire du cheptel mondial ;

4° Des indications bibliographiques.

La langue officielle de l'Office et du *Bulletin* est la langue française. Le Comité pourra décider que des parties du *Bulletin* seront publiées en d'autres langues.

ARTICLE 11.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Office sont couvertes par les États signataires de l'arrangement et par ceux qui pourront y adhérer par la suite, dont la contribution est établie suivant les catégories ci-après :

1 ^{re} catégorie, à raison de	25	unités
2 ^e — — — — —	20	—
3 ^e — — — — —	15	—
4 ^e — — — — —	10	—
5 ^e — — — — —	5	—
6 ^e — — — — —	3	—

sur la base de cinq cents francs par unité.

Chaque État est libre de choisir la catégorie dans laquelle il désire s'inscrire. Il lui sera toujours loisible de s'inscrire ultérieurement dans une catégorie supérieure.

ARTICLE 12.

Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution

d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve, qui ne peut excéder le montant du budget annuel, est placé en fonds d'État de premier ordre.

ARTICLE 13.

Les membres du Comité reçoivent sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office une indemnité de frais de déplacement. Ils reçoivent, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.

ARTICLE 14.

Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

ARTICLE 15.

Le Comité établit son budget annuel et approuve le compte rendu des dépenses. Il arrête le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Office.

Ce règlement ainsi que ces dispositions sont communiqués par le Comité aux États participants et ne pourront pas être modifiés sans leur assentiment.

ARTICLE 16.

Un exposé de la gestion des fonds de l'Office est présenté annuellement aux États participants après la clôture de l'exercice.

Pour la République Argentine : *signé* : LUIS BEMBERG.

» la Belgique :	» E. de GAIFFIER.
» le Brésil :	» L.-M. de SOUZA-DANTAS.
» la Bulgarie :	» B. MORFOFF.
» le Danemark :	» H.-A. BERNHOFT.
» l'Égypte :	» M. FAKHRY.
» l'Espagne :	» QUINONES DE LEON,
» la Finlande :	» C. ENCKELL.
» la France :	» R. POINCARÉ et Henry CHÉRON.
» la Grande-Bretagne :	» CREWE.
» la Grèce :	» A. ROMANOS.
» le Guatemala :	» ADRIAN RECLINOS.
» la Hongrie :	» HEVESY.
» l'Italie :	» ROMANO AVEZZANA.
» le Luxembourg :	» E. LECLERE.
» le Maroc :	» BEAUMARCHAIS.
» le Mexique :	» Raf. CABRERA.
» Monaco :	» BALNY d'AVRICOURT.
» les Pays-Bas :	» J. LOUDON (pour le royaume en Europe)
» le Pérou :	» M.-H. CORNEJO.

Pour la Pologne :

» le Portugal :

» la Roumanie :

» le Siam :

» la Suède :

» la Suisse :

» la Tchécoslovaquie :

» la Tunisie :

Signé : Alfred CHLAPOWSKI.

» Antonio da FONSECA.

» Victor ANTONESCO.

» CHAROON.

» Albert EHRENSVARD.

» DUNANT.

» Stefan OSUSKY.

» BEAUMARCHAIS.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der overeenkomst voor het oprichten te Parijs van een internationaal bureel der veeziekten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Van 25 tot 28 Mei 1921 werd er te Parijs, op uitnoodiging der Fransche Regeering, eene Internationale Conferentie gehouden voor het bestudeeren der veeziekten waarop door afgevaardigden van 43 natiën, waaronder België, het oprichten van een internationaal bureel der veeziekten aanbevolen werd.

Op verzoek der vertegenwoordigde Staten werd door de Fransche Regeering een ontwerp van internationale schikking voorbereid op de grondslagen die door de conferentie waren aangenomen. Het ontwerp werd aan de belanghebbende Staten medegedeeld en onder dagteekening van 25 Januari 1924 door hunne diplomatieke vertegenwoordigers te Parijs onderteekend.

Luidens de termen der schikking wordt de zetel van het bureel te Parijs gevestigd. Hij zal op de kosten der verdragsluitende partijen onderhouden worden.

Het Bureel zal werken onder het gezag en het toezicht van een comiteit samengesteld uit afgevaardigden der onderteekenende Regeeringen. De samenstelling en de bevoegdheid van dit comiteit, alsook de inrichting en de ambtsbevoegdheid van het bureel worden bepaald door de organieke statuten die bij de Overeenkomst gevoegd zijn en er een onafscheidbaar deel van uitmaken.

Het Bureel heeft hoofdzakelijk voor doel :

a) Alle navorschingen of proefnemingen uit te lokken en samen te ordenen welke betrekking hebben op de pathologie of de prophylaxe der besmettelijke ziekten van het vee en waarvoor het noodig is een beroep te doen op internationale samenwerking;

b) De feiten en documenten van algemeen belang betreffende het verloop der veeziekten en de middelen gebruikt om ze te bestrijden te verzamelen en ter kennis te brengen van de Regeeringen alsmede van hunne gezondheidsdiensten ;

c) De ontwerpen van internationale overeenkomsten betreffende de gezond-

heidspolitie der dieren te bestudeeren en aan de Regeeringen die deze akkoorden onderteekend hebben de middelen ter hand te stellen om er de uitvoering van na te gaan.

Op het oogenblik dat België aanzienlijke krachtsinspanningen doet om zijn veestapel te herstellen en te verbeteren, zal het nieuw organisme van onbetwistbaar nut zijn; het zal ons beschermen tegen het binnendringen van besmettelijke ziekten langs onze grenzen en ons tevens de in ons land heerschende veeziekten helpen bestrijden.

Wij koesteren de hoop, Mijne Heeren, dat gij het bijgaande wetsontwerp tot goedkeuring der bedoelde overeenkomst op de dagorde van uwe aanstaande beraadslagingen wel zult willen brengen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,

BARON RUZETTE.

Internationale Schikking voor het oprichten, te Parijs, van een Inter- nationaal Bureel der Veeziekten.

DE REGEERINGEN DER ARGENTIJSCHRE REPUBLIEK, VAN BELGIE, VAN BRAZILIË, VAN BULGARIE, VAN DENEMARKEN, VAN EGYPTRE, VAN SPANJE, VAN FINLAND, VAN FRANKRIJK, VAN GROOT-BRITTANNIE, VAN GRIEKENLAND, VAN GUATEMALA, VAN HONGARIE, VAN ITALIË, VAN LUXEMBURG, VAN MAROKKO, VAN MEXICO, VAN HET VORSTENDOM MONACO, DER NEDERLANDEN, VAN PERU, VAN POLEN, VAN PORTUGAL, VAN ROEMENIË, VAN SIAM, VAN ZWEDEN, VAN ZWITSERLAND, DER TSJECHO-SLOWAKSCHE REPUBLIEK EN VAN TUNIS, het noodig geacht hebbend een Internationaal Bureel der Veeziekten, bedoeld in den wensch geuit, den 27^e Mei 1921, door de Internationale Conferentie voor de studie der veeziekten, op te richten, hebben besloten te dien einde een schikking te maken en zijn overeengekomen aangaande wat volgt :

ARTIKEL EËN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich tot het stichten en het onderhouden van een Internationaal Bureel der Veeziekten, waarvan de zetel te Parijs gevestigd is.

ARTIKEL 2.

Het Bureel werkt onder het gezag en het toezicht van een Comiteit bestaande uit afgevaardigden der verslagsluitende Regeeringen. De samenstelling en de bevoegdheid van dit Comiteit, alsmede de inrichting en de ambtsbevoegdheid van gezegd Bureel, worden bepaald door de organieke statuten, die bij deze schikking gevoegd zijn en beschouwd worden als er een onafscheidbaar deel van uitmakend.

ARTIKEL 3.

De inrichtingskosten zoowel als de jaarlijksche uitgaven voor de werking en het onderhoud van het Bureel worden gedekt door de bijdragen van de verdragsluitende Staten, welke vastgesteld worden in de voorwaarden voorzien door de in artikel 2 bedoelde organieke statuten.

ARTIKEL 4.

De sommen die de bijdrage van elk der verdragsluitende Staten vertegenwoordigen, worden door deze laatsten in het begin van elk jaar, door bemiddeling van het Ministerie van Buitenlandsehe Zaken van de Fransche Republiek, gestort in de « Caisse des dépôts et consignations », te Parijs, waarvan zij kunnen worden

afgehaald, naar gelang der behoeften, tegen mandaten van den bestuurder van het Bureel.

ARTIKEL 5.

De Hooge Verdragsluitende Partijen behouden zich het recht voor, bij gemeen overleg, aan deze schikking de wijzigingen toe te brengen, waarvan het nut door de ondervinding bewezen werd.

ARTIKEL 6.

Aan de Regeeringen, die deze schikking niet geteekend hebben, wordt toegelaten daartoe op hunne aanvraag toe te treden. Van deze toetreding zal langs diplomatieken weg kennis worden gegeven aan de Fransche Regeering, en door deze aan de andere Verdragsluitende Regeeringen; zij zal de verbintenis insluiten door eene bijdrage deel te nemen aan de kosten van het Bureel, in de in artikel 3 bedoelde voorwaarden.

ARTIKEL 7.

Deze schikking zal bekrachtigd worden in de volgende voorwaarden :

Elke Mogendheid zal, binnen den kortst mogelijken tijd, hare goedkeuring toezenden aan de Fransche Regeering, door wier zorgen er aan de andere onderteekenende landen kennis van zal gegeven worden.

De bekrachtigingen zullen neergelegd blijven in het archief der Fransche Regeering.

Deze overeenkomst zal, voor elk onderteekenend land, in werking treden den dag zelf waarop de akte van bekrachtiging wordt neergelegd.

ARTIKEL 8.

Deze Overeenkomst is gesloten voor een tijdperk van zeven jaar. Bij het verstrijken van dezen termijn, zal zij uitvoerbaar blijven voor nieuwe tijdperken van zeven jaar tusschen de Staten die niet één jaar voor het vervallen van elk tijdperk kennis zullen gegeven hebben van hun voornemen er de uitwerking van te doen ophouden wat hen betreft.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze schikking hebben vastgesteld in een enkel exemplaar, hetwelk zij van hunne stempels hebben voorzien; dit exemplaar zal neergelegd blijven in het archief van de Fransche Regeering en gelijkvormig verklaarde afschriften zullen, langs diplomatieken weg, worden overhandigd aan de Verdragsluitende Partijen.

Gezegd exemplaar zal tot en met 30 April 1924 geteekend kunnen worden.

Gedaan te Parijs, den 25^e Januari 1924.

Voor de Argentijnsche Republiek : *Geteekend* : LUIS BEMBERG.

» België : » E. DE GAIFFIER.

» Brazilië : » L. M. DE SOUZA-DANTAS.

» Bulgarije : » B. MORFOFF.

Voor Denemarken :

Geteekend : H.-A. BERNHOFT.

» Egypte :	» M. FAKHRY.
» Spanje :	» J. QUÍÑONES DE LEÓN.
» Finland :	» C. ENCKELL.
» Frankrijk :	» R. POINCARÉ en Henry CHÉRON.
» Groot-Brittannië :	» CREWE.
» Griekenland :	» A. ROMANOS.
» Guatemala :	» ADRIAN RECINOS.
» Hongarije :	» HEVESY.
» Italië :	» ROMANO AVEZZANA.
» Luxemburg :	» E. LECLÈRE.
» Marokko :	» BEAUMARCHAIS.
» Mexico :	» RAÍ. CABREHA.
» Monaco :	» BALNY D'AVRICOURT.
» Nederland :	» J. LOUDON (voor het koninkrijk in Europa).
» Peru :	» M. H. CORNEJO.
» Polen :	» ALFRED CHŁAPOWSKI.
» Portugal :	» ANTONIO DA FONSECA.
» Roemenië :	» VICTOR ANTONESCU.
» Siam :	» CHAROON.
» Zweden :	» ALBERT EHRENSVARD.
» Zwitserland :	» DUNANT.
» Tsjecho-Slowakije :	» STEFAN OSUSKI.
» Tunis :	» BEAUMARCHAIS.

AANHANGSEL.

Organieke Statuten van het Internationaal Bureel der Veeziekten.

ARTIKEL EÉN.

Te Parijs wordt een Internationaal Bureel der Veeziekten gesticht, hetwelk afhangt van de Staten die aanvaarden aan zijne werking deel te nemen.

ARTIKEL 2.

Het Bureel mag zich op geenerlei wijze in het beheer der verschillende Staten mengen.

Het is onafhankelijk van de overheden van het land waarin het gevestigd is.

Het staat in rechtstreeksche briefwisseling met de hoogerè overheden of de diensten in de verschillende landen belast met de gezondheids politie der dieren.

ARTIKEL 3.

De Regeering der Fransche Republiek zal, op verzoek van het Internationaal Comité bedoeld in artikel 6, de noodige schikkingen nemen om het Bureau te doen erkennen als instelling van openbaar nut.

ARTIKEL 4.

Het Bureau heeft hoofdzakelijk voor doel :

a) Alle opzoekingen of proefnemingen uit te lokken of samen te ordenen welke betrekking hebben op de pathologie en de prophylaxe der besmettelijke ziekten van het vee en waarvoor het noodig is een beroep te doen op internationale samenwerking :

b) De feiten en documenten van algemeen belang betreffende het verloop der veeziekten en de middelen gebruikt om ze te bestrijden te verzamelen en ter kennis te brengen van de Regeeringen en van hunne gezondheidsdiensten ;

c) De ontwerpen van internationale overeenkomsten betreffende de gezondheidspolitie der dieren te bestudeeren en aan de Regeeringen die deze overeenkomsten onderteekend hebben, de middelen ter hand te stellen om er de uitvoering van na te gaan.

ARTIKEL 5.

De Regeeringen zenden aan het Bureau :

1^o) Langs telegrafischen weg, bericht van de eerste gevallen van runderpest of of van mond- en klauwzeer welke in een tot dan toe vrijgebleven land of streck vastgesteld worden ;

2^o) Op geregelde tijdstippen, bulletijnen opgesteld volgens een door het Comité aangenomen model welke inlichtingen geven over de aanwezigheid en de uitbreiding der ziekten vervat in de volgende lijst :

Runderpest.	Razernij.
Mond- en klauwzeer.	Droes.
Besmettelijke longziekte.	Dourine.
Koolziekte.	Vlekziekte.
Schapenpokken.	

De lijst der ziekten waarop de eene of de andere der voorafgaande beschikkingen van toepassing zijn, kan door het Comité herzien worden, onder voorbehoud van de goedkeuring der Regeeringen.

De Regeeringen deelen aan het Bureau de maatregelen mede welke zij nemen om de veeziekten te bestrijden, inzonderheid die welke zij nemen aan de grenzen om hun grondgebied te beschermen tegen dieren van besmette landen afkomstig. Zij beantwoorden zooveel mogelijk de vragen om inlichtingen die hun door het Bureau worden toegezonden.

ARTIKEL 6.

Het Bureau staat onder het gezag en het toezicht van een internationaal Comité, dat bestaat uit technische vertegenwoordigers, aangewezen door de deelnemende Staten, naar rato van een vertegenwoordiger voor elken Staat.

ARTIKEL 7.

Het Comité van het Bureau komt op geregelde tijden minstens eenmaal per jaar bijeen; de duur der zittingen is niet beperkt.

De leden van het Comité kiezen, bij geheime stemming, een voorzitter wiens mandaat drie jaar duurt.

ARTIKEL 8.

De werking van het Bureau wordt verzekerd door een bezoldigd personeel bestaande uit :

Een bestuurder,

Technische ambtenaren,

De agenten noodig voor den geregelde gang van het Bureau.

De bestuurder wordt benoemd door het Comité.

De bestuurder woont de vergaderingen van het Comité bij met raadgevende stem.

De benoeming en de afzetting der bedienden van elken rang behooren tot de bevoegdheid van den bestuurder, die er aan het Comité rekenschap van geeft.

ARTIKEL 9.

De inlichtingen door het Bureau verzameld worden ter kennis van de deelnemende Staten gebracht door middel van een bulletin of door bijzondere mededeelingen die hen hetzij ambtshalve hetzij op hun verzoek worden toegezonden.

De kennisgevingen betreffende de eerste gevallen van runderpest of van mond- en klauwzeer worden, zoodra zij ontvangen worden, telegrafisch doorgezonden aan de Regeeringen en aan de gezondheidsdiensten.

Het Bureau zet bovendien op geregelde tijden de uitslagen van zijne werkzaamheden uiteen in officiële verslagen die worden medegedeeld aan de deelnemende Regeeringen.

ARTIKEL 10.

Het Bulletin, dat minstens eenmaal per maand verschijnt, omvat inzonderheid :

1^o De wetten en algemeene of plaatselijke reglementen in de verschillende landen afgekondigd betreffende de overdraagbare veeziekten;

2^o De inlichtingen betreffende den gang der aanstekelijke ziekten der dieren;

3^o De statistieken betreffende den gezondheidstoestand van den wereldveestapel;

4^o Bibliografische aanwijzingen.

De officiële taal van het Bureau en van het Bulletin is de Fransche taal. Het Comité zal kunnen besluiten dat gedeelten van het Bulletin in andere talen zullen worden uitgegeven.

ARTIKEL 11.

De uitgaven noodig voor de werking van het Bureau worden gedekt door de

Staten die de schikking onderteekenden en door degenen die er in het vervolg toe zullen toetreden ; hunne bijdrage is vastgesteld volgens de onderstaande categoriën :

1 ^e categorie, op den voet van	25 eenheden
2 ^e categorie — — — — —	20 —
3 ^e categorie — — — — —	15 —
4 ^e categorie — — — — —	10 —
5 ^e categorie — — — — —	5 —
6 ^e categorie — — — — —	3 —

op de basis van vijfhonderd frank per eenheid.

Elke Staat is vrij de categorie te kiezen waarin hij zich wenscht in te schrijven. Het zal hem steeds vrij staan zich later in een hogere categorie in te schrijven.

ARTIKEL 12.

Van de jaarlijksche inkomsten wordt een som afgenomen bestemd om een reserve-fonds samen te stellen. Het totaal dezer reserve, welke het bedrag van de jaarlijksche begrooting niet mag overschrijden, wordt geplaatst in Staatspapieren van eersten rang.

ARTIKEL 13.

De leden van het Comité ontvangen op de fondsen bestemd voor de werking van het Bureau eene vergoeding voor reis- en verblijfkosten. Zij ontvangen bovendien presentiegeld voor elk der zittingen die zij bijwonen.

ARTIKEL 14.

Het Comité bepaalt de som welke jaarlijks op zijne begrooting wordt uitgetrokken om ertoe bij te dragen een ouderdomspensioen aan het personeel van het Bureau te verzekeren.

ARTIKEL 15.

Het Comité stelt zijne jaarlijksche begrooting vast en keurt het verslag der uitgaven goed. Het bepaalt het organiek reglement van het personeel, alsmede al de beschikkingen noodig voor de werking van het Bureau.

Dit reglement alsmede deze beschikkingen zullen door het Comité worden medegedeeld aan de deelnemende Staten en zullen zonder hunne goedkeuring niet gewijzigd kunnen worden.

ARTIKEL 16.

Een uiteenzetting over het beheer van de gelden van het Bureau wordt jaarlijks aan de deelnemende Staten na afsluiting van het dienstjaar aangeboden.

Voor de Argentijnsche Republiek : *Geteekend* : LUIS BEMBERG.

» België :	» E. DE GAIFFIER.
» Brazilië :	» L. M. DE SOUZA-DANTAS.
» Bulgarije :	» B. MOROFF.
» Denemarken :	» H. A. BERNHOFT.

Voor Egypte :

Geteekend : M. FAKHRY.

» Spanje :	» QUIÑONES DE LEON.
» Finland :	» C. ENCKELL.
» Frankrijk :	» R. POINCARÉ en Henry CHÉRON.
» Groot-Brittannië :	» CREWE.
» Griekenland :	» A. ROMANOS.
» Guatemala :	» ADRIAN RECINOS.
» Hongarije :	» HEVESY.
» Italië :	» ROMANO AVEZZANA.
» Luxemburg :	» E. LECLÈRE.
» Marokko :	» BEAUMARCHAIS.
» Mexico :	» RAÍ. CABRERA.
» Monaco :	» BALNY D'AVRICOURT.
» Nederland :	» J. LOUDON (voor het koninkrijk in Europa).
» Peru :	» M. H. CORNEJO.
» Polen :	» ALFRED CHŁAPOWSKI.
» Portugal :	» ANTONIO DA FONSECA.
» Roemenië :	» VICTOR ANTONESCO.
» Siam :	» CHAROON.
» Zweden :	» ALBERT EHRENSVARD.
» Zwitserland :	» DUNANT.
» Tsjecho-Slowakije :	» STEFAN OSUSKY.
» Tunis :	» BEAUMARCHAIS.



(10)

CHAMBRE
des Représentants**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers**PROJET DE LOI**

portant approbation de l'arrangement international pour la création, à Paris, d'un Office International des épizooties.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst voor het oprichten te Parijs van een Internationaal Bureel der veeziekten.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous, presents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de nos Ministres des Affaires Étrangères, de l'Agriculture et des Travaux Publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives.

ARTICLE UNIQUE.

L'arrangement international pour la création, à Paris, d'un Office international des épizooties sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1925.

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op de voordracht van onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Landbouw en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam bij de wetgevende Kamers ingediend worden.

EENIG ARTIKEL.

De internationale overeenkomst voor het oprichten te Parijs van een internationaal bureel der veeziekten zal haar geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 9^e Februari 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,***HYMANS.***Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux Publics,**De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,***B^{on} RUZETTE.**